

Conférence I

Texte français inédit  
en public et les de  
fran. cat.

## LA FRANCE ET L'ESPAGNE AUTOUR DE 1640

C'est avec la plus vive satisfaction que je reprends aujourd'hui contact avec l'Université de Toulouse. Il y a cinq ou six ans j'ai pris la parole dans cette même enceinte pour entretenir mon auditoire ~~sur le~~<sup>du</sup> développement de la crise catalane au XVI<sup>e</sup> siècle. Je pense, avec une présomption très pardonnable, que mon discours d'alors a donné une récolte plus abondante que nous ~~n'~~<sup>ne l'</sup>avons ~~pas~~<sup>o</sup> supposé. En effet, quelques étudiants de Toulouse et quelques autres de Barcelone ont pu se rendre aux archives des villes respectives et ont puisé, avec une maîtrise hors pair, des éléments précieux pour la meilleure connaissance des questions qu'alors j'avais posé. Très particulièrement, les étudiants de cette Université, dont la préparation méthodologique a fait honneur à la tradition scientifique de la maison et à l'élan historique de leurs maîtres actuels. Les travaux de Mlle. Carrère et de M. Roustit, déjà publiés, ont retenu l'attention non seulement des érudits barcelonnais et catalans, mais aussi de tout le cercle des historiens économiques médiévaux. Ils ont franchi avec succès l'Atlantique, exploit dont ~~tous~~ nous devons nous sentir ~~particulièrement~~<sup>tous</sup> touchés. J'espère que les études de MM. Broussolle et Bonnassié connaîtront, demain, un succès semblable. Ils le méritent ~~pour~~<sup>par</sup> la profondeur de leurs vues et l'amplitude de leurs horizons de travail.

Nous voilà donc bien engagés sur cette voie. J'espère qu'elle ne sera pas désertée, mais encore plus élargie. Dès maintenant, il faut sillonner une seconde route, celle des rapports entre l'Espagne et la France au XVII<sup>e</sup> siècle. Je sais, et je le célèbre avec tout mon enthousiasme, qu'on s'occupe dans cette Faculté à des études de l'Espagne à cette époque-là. C'est une préparation tout à fait nécessaire, si on songe à la gravité des questions qui se posèrent au XVII<sup>e</sup> siècle aux français et aux espagnols. En 1959, nous devons commémorer ensemble le traité des Pyrénées. Je n'en doute pas, c'est une date difficile que celle que j'évoque. Il y a eu tout un genre de littérature historique sur ce sujet, dont les uns -les français- ont <sup>à</sup> ~~exaucé~~ <sup>exalté</sup> la valeur primaire <sup>de !</sup> d'essor de la France du Grand-Siècle, et les autres -nous, espagnols- <sup>ont déploré</sup> ~~plaigné~~ l'amertume du début de la décadence européenne du pays. Mais ce genre de littérature, auquel j'ôte dès maintenant l'adjectif d'historique, n'est pas le fait de nous autres, historiens d'aujourd'hui, voués à la compréhension du passé, et non pas à son interprétation fictive. La science moderne ne connaît point de frontières, pas plus que ne les connaissait Louis XIV quand, du sommet de sa grandeur, il décréta l'inexistence des Pyrénées. Dès maintenant il est possible d'examiner les rapports franco-espagnols du XVII<sup>e</sup> siècle avec un esprit nouveau, où pèsent moins les circonstances militaires et diplomatiques, l'ambiance nationaliste de nos <sup>ancêtres,</sup> ~~puisés~~, que les faits réels des hommes et des sociétés, des économies et des civilisations. Il faut éclaircir cette tranche d'histoire pyrénéenne sous la lumière nouvelle de l'unité des peuples des vallées de la grande chaîne, des rapports entre les paysans et les bergers, les commerçants et les artisans, de tout ce peuple

(note sentit)

2

menu qui fourmillait alors dans les deux versants, atlantique et méditerranéen, de l'axe commun. Il faut se demander non pas les raisons <sup>de</sup> ~~de~~ haute politique que <sup>i</sup> ~~i~~ menèrent les cardinaux Richelieu et Mazarin à porter la frontière française sur ~~la~~ <sup>e</sup> ~~faite~~ pyrénéenne, <sup>mais</sup> ~~sinon~~, à mon avis, comment se produisit la fragmentation géographique, économique et spirituelle des gens <sup>qui</sup> ~~que~~, depuis les premières sociétés montagnardes, avaient vécu dans une même communauté sociale et économique. Cette dislocation historique de la montagne, jusqu'alors unificatrice, et tout spécialement au point de vue démographique, pose des questions très lourdes. Mais il faut savoir re-tracer le développement de ce procès, et établir les dates de la coupure spirituelle et économique de la société pyrénéenne. Dans cette besogne, français et espagnols, et surtout les français du Midi et les catalans, nous pouvons nous retrouver comme dans le passé, dans les mêmes recherches et singulièrement dans le même <sup>terme</sup> ~~terme~~ morale, ~~celle~~ de servir de trait d'union entre la France et l'Espagne, c'est-à-dire entre l'Espagne et l'Europe.

Cette considération m'amène tout naturellement à vous parler de la Catalogne. Ne pensez surtout pas, je vous en prie, que j'<sup>amène</sup> ~~emmène~~ avec moi -professeur d'Histoire Moderne à Barcelone et catalan de Gérone- l'éléphant de la fable. Pas absolument. Si je pose le nom de Catalogne pour centrer la polémique franco-espagnole du XVIIe siècle c'est comme <sup>un</sup> premier témoignage de la vérité historique. Vous avez, en France, des Histoires qui envisagent le problème de la rivalité avec l'Espagne comme un détail du grand dessein de la monarchie française pour contrecarrer l'impérialisme de la Maison d'Autriche en Europe. Nous avons aussi en Espagne des Histoires et des historiens qui se posent la même question et se réclament des destinées impériales et "austracistas" -c'est-à-dire- autrichiennes- de la Maison

ainée des Habsbourgs. Quand nous nous plaçons sur cette plate-  
 forme métaphysique -j'oserais dire mystique-, alors nous  
<sup>deservons</sup> ~~déjouons~~ l'Histoire et <sup>SS</sup> dressons un mur de susceptibilités  
 inabordables. C'est que dans cet instant nous marquons la  
 réalité du temps -une réalité que nous pouvons même presque  
 toucher de nos mains- pour nous mettre sur la piste de ce  
 fantasma qu'est le cours de la civilisation moderne. Serait  
~~peut-être~~ la France <sup>serait-elle/</sup> le champion du rationalisme comme  
 l'Espagne le serait du traditionalisme? Le choc de 1635  
 se traduirait sous ce point de vue en une rivalité idéolo-  
 gique, laquelle, selon mon avis, serait tout à fait inintelli-  
 gible.

Mais la Catalogne, c'est quelque chose de tangible. Elle  
 avait été créée par les Carolingiens au début du IXe siècle.  
 Elle en avait constitué une dépendance, tout à fait nominale,  
 bien sûr, jusqu'au traité de Corbeil, au XIIIe siècle. Elle  
 avait existé comme réalité dans le Midi de la France, non  
 seulement par les rapports politiques et féodaux de ses  
 princes et rois d'Aragon, mais surtout par la similitude de  
 sa culture et la puissance de son économie médiévale. Il y a  
 une langue "franc<sup>de</sup>" catalane au début du XVe siècle, que nous  
 reconnaissons dans les actes notariaux <sup>LXX</sup> ~~les~~ de Bordeaux, Toulouse  
 et Marseille, témoin du développement de son influence. Il  
 y a, réciproquement, un afflux des gens du Midi vers la Cata-  
 logne dès le début du Moyen-Âge, et aussi, comme le viennent  
 de prouver les travaux du Père Borràs et de mes col-labora-  
 teurs Nadal et Giralt, dès le début du XVe siècle. Les  
 gascons vont en Catalogne y mener leurs troupeaux, louer  
 leur travail, faire leur commerce. Cette rouée amplifie  
 les rapports pyrénéens, connecte plus étroitement que jamais  
 français du Midi et catalans au seuil même de la constitution  
 des monarchies nationales centralisées.

On ne peut pas s'étonner que Louis XI ait fait de la Catalogne l'un des morceaux <sup>les</sup> plus saisissants de sa politique. On en connaît les grands traits. On sait ce qu'il en a obtenu: l'occupation des comtés du Roussillon et de la Cerdagne, empiétant sur la crise politique de la Catalogne au XVe siècle. Mais nous n'arrivons pas à éclaircir le dernier pli de ses projets. Quelques documents positifs nous montrent son désir de détruire le royaume aragonnais et de le partager avec la Castille. Nous connaissons son plan de 1464 offrant à la Cour d'Henri IV l'Aragon et Valence et s'offrant à lui-même la Catalogne et Majorque. Nous savons aussi qu'il se considérait l'héritier des droits de Charlemagne. Ce que nous ignorons c'est s'il croyait réellement à ses droits, ou si ses paroles n'étaient qu'un autre fil de la politique et de la technique propagandistique du roi Araignée. En tout cas, il y a eu une action déterminante: l'établissement de la dynastie du bon roi René d'Anjou à Barcelone en 1466. C'était un premier échelon de la chaîne qui devait ramener la Catalogne sous la couronne de Saint-Louis.

*de propagande*

À la fin du XVe siècle il y avait à Barcelone un parti français qui désirait l'aboutissement de la politique de Louis XI. Il était minoritaire, mais très influent. Mais la grande majorité de la population voyait dans les Anjous l'ennemi méditerranéen traditionnel et dans leurs auxiliaires français les hommes qui venaient de s'emparer de Perpignan et les soldats qui les malmenaient à chaque campagne de printemps. Louis XI manqua de décision et la guerre prolongée livra le pays à l'alliance castillane. Le mariage du prince Ferdinand avec la princesse Isabelle de Castille était, en tout premier lieu, la réponse de la Catalogne à la menace grandissante de la France. Ne pouvant se

résoudre à se rattacher au royaume des envahisseurs, elle chercha dans la Castille l'appui de sa richesse et, surtout, de ses fantaisies. L'Espagne moderne surgit donc comme une réaction à l'ambition catalane de Louis XI.

Depuis lors, la France ne peut plus songer à réaliser ses desseins pyrénéens. Même Charles VIII renonce au Roussillon et à la Cerdagne dans le mirage de l'Italie de la Renaissance. Mais si la couronne abandonne ses plans, l'homme français du Midi persévère dans le sillon de la conquête pacifique de la Catalogne. Il existe une tradition qui mène le paysan et le berger gascon et gabache vers le Roussillon et les plaines côtières de la Catalogne. Il la suit. Mais, en plus, dès la seconde décade du XVI<sup>e</sup> siècle, il <sup>est</sup> de nouveaux facteurs d'attraction. En tout premier lieu, le relancement économique de la Catalogne après la crise du XVe siècle, suivant la courbe européenne de l'époque. Les dernières années du règne de Ferdinand V et toute la période de Charles V voient un essor <sup>au</sup> nouveau du pays. La reconstitution de l'économie catalane exige des hommes, et voici un marché de travail qui attire les habitants de la montagne surpeuplée. Ils y vont avec plus de plaisir étant donné que là-bas ils trouvent une monnaie forte et <sup>de</sup> hauts salaires. C'est le reflexe de la conquête américaine, si faible soit elle, qui fait <sup>partir</sup> ~~marcher~~ les gascons vers le petit Eldorado barcelonais du XVI<sup>e</sup> siècle.

Ces français du Midi, <sup>qui</sup> ~~qu'~~ approchent la Catalogne avec leur vitalité physique, <sup>immèment</sup> ~~emmènent~~ aussi avec eux des problèmes politiques et idéologiques. M. Reglà vient de poser la question des rapports entre l'immigration française en Catalogne et le développement du <sup>banditisme</sup> ~~banditisme~~ aux Pyrénées et d'en soulever encore une autre plus importante: celle de la propagation du protestantisme en Espagne à travers les vallées de la grande chaîne. Nous ne doutons absolument pas <sup>du</sup> ~~sur le~~ bon

fondement de la première de ces thèses. Il y a un tas de documents, en Aragon et en Catalogne, qui prouvent les connexions entre les factions de bandits qui déchiraient le pays dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle et les français qui émigraient vers l'Espagne. C'est, en plus, une réaction sociologique et psychologique tout à fait normale. Les jeunes gens déplacés -l'émigration puisait dans les plus jeunes générations- étaient un élément dont pouvaient ~~en~~ tirer parti les factions, avec leur mirage de gloire et d'aventure, de richesse et de vie facile. Sans doute, c'était une toute petite portion du nombre des immigrés qui accroissait celui des bandits catalans, la majorité étant paisiblement occupés dans les villes et les campagnes de la Principauté et du Roussillon. Mais cette considération ne peut pas, à mon avis, faire oublier l'importance de l'enchaînement entre gascons et bandits catalans à l'époque de Philippe II.

Le deuxième point de vue de M. Reglà acquiert une valeur exceptionnelle. On a constaté à la Seu d'Urgell, la place forte de la Catalogne pyrénéenne, le mélange entre bandits et huguenots. On sait aussi que certains des immigrés français prêchaient la dissidence religieuse dans la Principauté. On a découvert des ordonnances de la Chancellerie royale, peut-être rédigées par le même Philippe II, interdisant la propagation de l'hérésie et établissant pour la première fois en Catalogne la censure sur les livres. En outre, il est évident que la cour de l'Escorial a été fort inquiétée par la crainte d'une collusion possible entre le danger turc, la menace française et la désagrégation française en Catalogne. Ces constatations attestent l'hypothèse de travail de M. Reglà, même si, comme tendent à le prouver les faits, la population catalane <sup>est</sup> restée libre de la contamination protestante presque à l'unanimité. Ceci tient au

fait que les immigrants gascons se recrutèrent parmi les jeunes hommes de 15 à 20 ans, à un âge auquel manquent les convictions idéologiques puissantes qui mènent à un travail de prosélytisme et d'agitation. Le protestantisme des immigrants, ~~quasi qu'elle~~ <sup>quelle que</sup> soit la proportion numérique qu'on puisse établir parmi eux, se dissout dans le catholicisme traditionnel des catalans.

La réception pacifique des immigrants français changea le cadre des rapports mentales ~~les~~ <sup>ux</sup> de la Catalogne à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, au seuil même de la grande crise hispanique du siècle suivant. Jusqu'alors, les catalans, qui avaient accepté comme une libération que les castillans exerçaient leur rôle dans l'effrayante mêlée européenne des guerres de religion, considéraient que la Monarchie hispanique surgie de l'accord entre la Castille et l'Aragon à la fin du X<sup>e</sup> siècle, était une belle affaire. En 1562 on parlait encore de l'Entente des deux royaumes comme d'un fait acquis sur lequel on pouvait dresser un horizon moral~~e~~ en commun. Mais on avait oublié l'antagonisme avec les français de l'époque de Louis XI en présence de la population immigrée qui apportait ~~leurs~~ <sup>ses</sup> bras au travail quotidien. Pendant un demi-siècle, les rapports entre les indigènes et les immigrants furent si étroits, qu'on peut estimer ~~en~~ <sup>à</sup> un 25 pour cent le total~~e~~ de la population française ~~dans~~ <sup>en</sup> la Catalogne aux débuts du XVII<sup>e</sup> siècle, immigrants et fils d'immigrants. Il était des régions, celle du Roussillon notamment, où le pourcentage était encore plus élevé. Nous ne saurions pas oublier cette réalité humaine en Catalogne quand nous retraçons les causes de la crise de 1640 entre la France et l'Espagne.

Cette crise était déjà latente en 1615. Voici une date à bien retenir si nous voulons rester maîtres de l'itinéraire historique des rapports franco-espagnols

au XVII<sup>e</sup> siècle. Entre le Parlement de 1599, le premier du règne de Philippe III, et celui de 1626, le premier de son successeur Philippe IV, les temps sont tout-à-fait révolus. C'est ce que nous apprennent les tout<sup>3</sup> récentes recherches de l'historien anglais Mr. Elliott, qui a travaillé ferme aux archives de Simancas et Barcelone, en liaison très étroite avec nos centres barcelonnais d'histoire. En 1599 il y a une entente entre la Couronne et les catalans; on marche encore au même pas; on vote des subsides très importants: un million et demi de livres. En 1626, on ne peut pas déjà se comprendre: un mur de défiance et d'hostilité se dresse entre castillans et catalans; on ne vote pas des subsides. A partir de ce moment, la crise peut faire son apparition à chaque instant et on vit dans l'angoisse du plus prochain<sup>e</sup> et sombre demain. Qu'est-ce qui vient de se passer au début du XVII<sup>e</sup> siècle en Catalogne et en Espagne?

D'abord, le déclenchement de la crise économique dans la Principauté. Ne pensons pas à la crise financière de la Monarchie espagnole, parce-qu'elle vit ses plus beaux jours du trésor américain. La flotte des Indes apporte chaque année à Cadix l'argent du Mexique et surtout celui du Pérou. Jusqu'à 1630 on ne connaîtra pas à Madrid le tarissement des ressources américaines. Donc, les ministres de la royauté, ces grandes andalous qui contrôlent le pouvoir, n'ont pas de quoi se préoccuper entre 1600 et 1615. Mais le cas est tout autre pour les catalans. Certes, ils avaient vécu très précairement du point de vue économique au XVI<sup>e</sup> siècle: ils étaient écartés des routes du grand commerce de l'époque. Mais aussi ils n'avaient pas connu l'événement<sup>e</sup> tragique de 1575, quand s'effondrèrent les cours d'Anvers et de Medina del Campo, et de même la ruine du commerce castillan. Ils n'avaient pas vécu le tarissement des ressources de

Burgos et la désagrégation du marché castillan de la laine, <sup>qui</sup> ~~qu'~~ avait réduit la Mesta -c'est-à-dire, le syndicat national des laines castillanes- presque au néant, et, avec elle, le trafic de marchandises des ports [<sup>du golfe de Gascogne</sup> de la mer Cantabrique]. Non, la Catalogne avait été épargnée de la grande débâcle économique de la Castille au dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle. Mais en 1600, les influences de la crise hispanique, surtout en rapport avec le marché génois des laines, exercèrent sur elle une accélération du ~~ry~~thme de sa décadence, s'avancant d'une quinzaine d'années au déclenchement de la crise économique européenne du XVII<sup>e</sup> siècle. De 1599 à 1610, l'encaissement des droits de la Generalitat de Catalogne pour l'ensemble du commerce du pays tomba de 30.000 à 6.000 livres, soit presque la <sup>e</sup> cinquième ~~part~~. Sans doute, on allait connaître encore un redressement en 1616, très passager puisqu'après cette date on constate à nouveau la chute rapide des revenus de la Generalitat.

Ce coup effroyable, que nous pouvons suivre grâce aux <sup>ch</sup> chiffres rassemblés par MM. Nadal et Giralt, retentit comme un coup de pistolet aux mêmes oreilles du corps dormant de la Catalogne. On se demandait-~~t~~ alors qu'est-ce qu'il se passait, comment avait-on pu arriver à un tel degré d'abaissement économique. On a dit, et j'y adhère, que la Catalogne moderne a une très faible sensibilité politique, mais qu'elle est très sensible aux faits <sup>économiques</sup> politiques. La crise de la première décade du XVII<sup>e</sup> siècle, démontrait que la Catalogne avait payé très cher son laissez-faire du siècle qui venait de s'écouler. Certes, il y avait eu des gens qui, vers 1590, se plaignaient des ambitions castillanes et de la réduction du pays aux fonctionnaires et aux ecclésiastiques étrangers. Tel Christophe Despuig dans ses "Dialogues sur la ville de Tortosa". Mais c'étaient-là des personnages isolés qu'on n'écoutait point dans les paisibles milieux bourgeois de Barcelone. En 1610, tout

était changé. On se plaignait du pays dominé par une clique aristocratique en rapports très étroits avec les bandits. On voyait les hobereaux, leurs bourses épuisées par la montée des prix, se rabattre sur les paysans en leur exigeant le paiement de leurs charges juridictionnelles, les personelles ayant été abolies depuis le règne de Ferdinand le Catholique. On craignait les officiers de la Generalitat, qui poursuivaient le peuple menu aux abois pour lui faire payer les droits de bolla, qu'on avait acheté aux enchères à un prix très élevé et que la crise économique ne permettait pas de couvrir. On disait que la Generalitat était "casa de perdició", c'est-à-dire maison de perdition. En somme, le pays était non seulement ruiné, mais aussi divisé; plus que cela, il était en train de disparaître comme tel.

On avait attendu le salut du roi, parce que le roi, en ce temps-là et surtout dans la Catalogne, très royaliste, était la clef du royaume et le dispenseur de tout salut. Mais, après un siècle d'inhibition, on ne trouva pas le roi, c'est-à-dire le roi qu'on pensait trouver. C'est le plus grand mérite des recherches de Mr. Elliott d'avoir montré jusqu'à quel degré cette rencontre entre le roi et ses fidèles catalans brisa avec éclat les liens qui les attachaient mutuellement. En effet, on pensait se trouver avec le chef de la grande Monarchie hispanique; tel était le visage trompeur qu'ils avaient maintenu depuis l'époque de Ferdinand le Catholique et Charles V. Au contraire, ils se trouvèrent devant un roi tout à fait castillan, voir ~~madrilène~~, dans le sens que Madrid ~~avait~~ <sup>était</sup> devenu le foyer de l'économie, les finances et la bureaucratie de la Castille après la chute des foires de Medina del Campo et la fin du regionalisme économique et politique espagnol du XVI<sup>e</sup> siècle. On s'aperçut alors que le roi

était "castellano", c'est-à-dire qu'il gouvernait la Monarchie avec le sens, la mentalité et les désirs des castillans. Ce fut-là un réveil effroyable. Trente ans avant la crise de 1640, la Monarchie Hispanique ~~était~~ <sup>deçu</sup> ~~du~~ coeur des catalans.

La crise catalane éclata pendant le gouvernement très inefficace du viceroy Almagán, entre 1611 et 1615. En Catalogne, on n'avait pas de politique. Là, c'était le régime du bon plaisir, tandis que la campagne était maîtrisée par les bandits et les villes tombaient dans une anarchie épouvantable. Peut-être, à ce moment-là, le gouvernement de Philippe III aurait <sup>-il</sup> pu réorganiser la Catalogne. C'aurait été un succès indéniable. Mais, entre la conquête que prênaient certains évêques castillans de la Catalogne et l'apaisement, fondé sur le relancement économique de la Principauté, que désiraient les milieux les plus sains de la population, on découvrit avec surprise que Madrid manquait de toute politique catalane. On s'occupait à la Cour de "casas, <sup>comedias</sup> ~~comidas~~ y comidillas", c'est-à-dire des maisons, comédies et bavardages. La Catalogne rongait sa souffrance, se trouvant seule sans roi et sans loi -c'était une expression toute faite de l'époque.

Quand on tenta de faire autre chose, sous les vice-rois Alburquerque et Alcalá, qui gouvernèrent la Catalogne <sup>de</sup> ~~dès~~ 1615 à 1621, alors on remplaça l'immobilisme par une <sup>maladresse</sup> gaucherie imprudente. Certes, on réussit à en finir avec les bandits qui <sup>ravageaient</sup> ~~assolaient~~ les campagnes, mais avec une telle ~~le~~ manque de nuances que tout le monde en fut douloureusement touché. Les nobles, les bourgeois, l'Église et le petit peuple furent déçus par une étroite ~~mélange~~ mélange d'orgueil et de méfiance <sup>e</sup> ~~gouvernementale~~. Depuis l'avènement au trône de Philippe IV, en 1621, tout le monde craignait une invasion des troupes castillanes en Catalogne. Cette ambiance d'angoisse

voir de panique, presida la célébration des Cortes de 1626. On connaît son issue: la rupture entre le roi, son ministre le conde-duque d'Olivares et les organismes régionaux catalans. La psychose d'invasion faisait frémir l'esprit de la Principauté. Maintenant, nous savons, grâce à des découvertes documentales, qu'en 1626, la coupure sentimentale entre la Catalogne avec la Castille était un état de fait. On parlait publiquement sur la faillite de l'union aragonaise-castillane et on réservait les invectives les plus vives contre les castillans dans les pages des journaux secrets, tel celui de Pujades, notaire de Castelló d'Empúries, dans l'Ampurdan, dont on vient de retrouver le manuscrit.

L'explosion du différentialisme catalan -je ne voudrais pas, à aucun prix, mêler le sentiment du nationalisme romantique que le monde a connu au XIXe siècle- ruina la Monarchie espagnole quatorze ans avant de ce que nous appelons "Guerra dels Segadors". Dans tout ce procès, on ne peut pas trouver la trace de la France, qui, elle aussi, était aux prises avec des difficultés régionales semblables, bien que moins aigües. Elle n'était pas dans le mécontentement de l'Eglise, qui voyait ses rentes et son prestige diminués en faveur des prêtres castillans qui s'installaient dans le pays. Elle n'avait pas fourni l'occasion pour l'abandon par la noblesse de deuxième classe, la plus importante fraction politique de la Catalogne, de la ligne d'adhérence castillane. Cette noblesse était ruinée jusqu'à la moëlle par l'inflation et la crise économique, les cadres bureaucratiques de la Catalogne étant insuffisants pour leur donner une issue et leur demeurant fermés ceux de la Monarchie espagnole. Donc, les nobles, ils allaient lutter pour montrer leur désaccord avec la politique fâcheuse de Madrid, et ils constituèrent, comme dans la France et l'Angleterre, la troupe d'assaut de la prochaine révolte: la révolution de la première moitié du

de France ne retrouvait

Lui?

ho es veu clar el sentit

catalanes

dans le

les français

du ralliement

à la

(première

XVII<sup>e</sup> siècle. Nous ne devons pas <sup>(nous étonner)</sup> nous ~~admirer~~ si quelques uns de ces cavalliers, échappés de la justice royale, <sup>sont allés</sup> ~~allés-~~ ~~sent~~ chercher en France les moyens de reprendre leur lutte. Ils n'étaient pas des traités à la Couronne espagnole. Ils exprimaient un état d'esprit, proche au désespoir.

Ces premiers contacts entre la France et les nobles catalans émigrés, nous ne les connaissons <sup>pas</sup> avec détail. Ce serait un grand service à rendre à l'histoire des rapports franco-espagnols au XVII<sup>e</sup> siècle que d'en faire la recherche et les situer dans la place qu'ils méritent dans la préhistoire de la grande guerre de 1635-1659. D'autre part, il ne faut pas oublier un autre versant du problème: les relations quotidiennes entre catalans et français immigrés. Aujourd'hui, nous possédons la certitude qu'elles furent très amicales. Quand, au début de la guerre, en 1635, le gouvernement espagnol décréta la saisie des biens des français résidant en Catalogne il y eut une vague de coopération avec l'immigrant, qui parfois était de la famille: grand-père, père, mère, oncle, etc. Ces liens étaient difficiles à briser, et on peut dire que la politique <sup>belliqueuse</sup> (belliciste) du Conde-Duque d'Olivares ne les brisa pas. Il fallut l'ambition égoïste des marchands installés à Barcelone depuis 1641, sous la protection des soldats de Louis XIII, et les chocs entre civils et militaires pendant la longue guerre de vingt ans, pour abîmer les liens très solides <sup>qui</sup> ~~qu'~~ unissaient en Catalogne deux populations <sup>qui</sup> ~~qu'~~ avaient vécu ensemble pendant deux siècles.

Les principaux <sup>ux</sup> ~~les~~ avantages étaient donc du côté de la France en ce printemps de 1635 quand Louis XIII et Philippe IV, les très bons cousins, se déclaraient ~~à~~ guerre. On connaît les différences <sup>qui</sup> ~~qu'~~ opposaient Richelieu et Olivares en Italie, en Allemagne et en Flandre. Nous ne pouvons pas examiner ici le changement de la structure sociale qui

menait la France vers un nouvel horizon européen, celui hérité du Moyen-Âge étant insuffisant, <sup>ni rendre compte de</sup> et non plus l'épuisement de l'architecture économique et sociale de l'Espagne, qui avait dépensé ses forces dans l'entreprise américaine et l'idéal catholique. Le bouleversement des rapports de la puissance politique en Europe allait exiger, quand-même, une longue trainée des guerres et des subversions sociales, dont celle de la Catalogne en 1640, en déclenchant successivement celle du Portugal, serait la plus importante et décisive. Puisque en ébranlant le bâtiment hispanique, <sup>elle</sup> L montra la faiblesse énorme du colosse espagnol, insupposée des contemporains, même des politiques français désireux de déclencher cette faillite.

X <sup>Celui-là fut (Tel fut)</sup> Ceci est le plus frappant des événements de 1639-1640 en Catalogne. On ne peut pas signaler une orientation catalane dans la politique du cardinal Richelieu jusqu'au mois de septembre de cette année, quand la rupture entre la Castille et la Catalogne avait éclaté en pleine lumière. On a beaucoup parlé de l'accord intervenu en mai 1640 entre les représentants de la Principauté et ceux de Louis XIII. Maintenant, nous savons, grâce aux travaux de Josep Sanabre, qui est en train de publier un gros ouvrage sur l'intervention française en Catalogne entre 1640 et le traité des Pyrénées, dont les conclusions ne sont pas du tout favorables aux français, que cet accord doit se rapporter aux mois de septembre-octobre 1640. Cette date est concluante. Nous croyons avec Sanabre que Richelieu hésita jusqu'au dernier instant à se mêler dans une affaire dont le plus direct souvenir historique le menait à se rappeler de Louis XI. Il voulait, comme celui-ci, tirer parti des événements pour arracher à l'Espagne un Roussillon dont la population était en partie française. Comme Olivares, il fut surpris par la rapidité de l'évolution catalane, qui passait de l'effort

pas du tout  
= absolument pas  
pas tout à fait  
pas complètement ?

fait pour la reprise de la place forte de Salses en 1639 au déclenchement d'une profonde vague anticastillane.

Sans le profond déchirement social et morale de la Catalogne à partir de 1615, dont je pense <sup>que je viens d'éclaircir</sup> ~~vous~~ vous <sup>quelques aspects très importants,</sup> ~~en instruire un peu~~, on ne pourrait pas songer à cet état de désespoir du mois de juin 1640. Tous les ressorts de la politique française, si habiles <sup>ils</sup> fussent ses diplomates, si forts ses rapports avec la noblesse catalane émigrée, n'auraient pas pu bouleverser le cours de l'histoire, rompre l'attachement de la Catalogne avec son roi. Nous devons comprendre le fait essentiel qui le plus fortement joue dans la politique franco-espagnole autour de 1640: une Catalogne désabusée depuis le début du siècle, qui avait perdu toute illusion sur la concorde hispanique scellée par les Rois Catholiques.

*se retourner ?*  
~~XXXX~~  
Telle est la réalité de 1640. Après, on verra tout cela retourner avec les avatars de la guerre et de la politique. Cette histoire événementielle ne nous intéresse pas aujourd'hui. Nous avons mis tout notre effort pour vous faire comprendre la tragédie d'un tout petit peuple qui, au XVIIe siècle, se trouvant mêlé dans un combat de géants, s'écroula faute de toute solidarité interne. Cet écroulement marque, dans l'Histoire, la fin de la prépondérance espagnole et l'aurore de l'hégémonie française en Europe.